

HISTOIRE SECRÈTE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

par

LÉON DE PONCINS

Nouvelle édition

à partir de celle de des éditions Brossard 1932

Éditions Saint-Remi

– 2019 –

DU MÊME AUTEUR,
OUVRAGES DISPONIBLES AUX
EDITIONS SAINT-REMI

LE JUDAISME ET LE VATICAN (traduit de l'anglais, 2006)	261 pages	25,00 €
REFUSE PAR LA PRESSE	275 pages	25,00 €
TEMPÊTE SUR LE MONDE, ou la faillite du progrès	135 pages	14,00 €
ESPIONS SOVIETIQUES DANS LE MONDE	195 pages	17,00 €
SOCIÉTÉ DES NATIONS, SUPER ÉTAT MAÇONNIQUE	121 pages	14,00 €
LES JUIFS MAÎTRES DU MONDE	106 pages	13,00 €
LES FORCES SECRETES DE LA REVOLUTION	212 pages	17,00 €
LES FORCES OCCULTES DANS LE MONDE MODERNE	133 pages	14,00 €
HISTOIRE SECRETE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE	195 pages	16,00 €
LES DOCUMENTS MORGENTHAU	53 pages	8,00 €
ISRAËL DESTRUCTEUR D'EMPIRES	121 pages	14,00 €
LE PORTUGAL RENAIT	288 pages	25,00 €
LE PLAN COMMUNISTE D'INSURRECTION ARMEE	119 pages	14,00 €
LE COMMUNISME CONTRE LA FRANCE	117 pages	14,00 €
LA FRANC-MAÇONNERIE CONTRE LA FRANCE	93 pages	12,00 €
LA FRANC-MAÇONNERIE, PUISSANCE OCCULTE	74 pages	9,00 €
LA GUERRE OCCULTE	288 pages	25,00 €



Éditions Saint-Remi
BP 80 – 33410 CADILLAC
05 56 76 73 38
www.saint-remi.fr

HISTOIRE SECRÈTE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

FAILLITE DE LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE.

La faillite de la démocratie parlementaire en Espagne avait amené à la dictature Primo de Rivera.

Nul ne l'a mieux exprimé à l'époque que le roi Alphonse XIII, disant :

«...Le général Primo nous a mis en dehors de la constitution, et ça, c'est grave évidemment... Il m'a dit qu'il pensait assainir la situation en trois mois et revenir à la légalité dans les délais prescrits. Ce n'était pas mon avis. Et, en effet, six mois passèrent, six autres mois encore, et voilà bientôt deux ans que nous vivons sans Parlement, ni ministres... Je sais que parmi (les politiciens) il en est de fort intelligents et que j'aime personnellement beaucoup, mais ils ne se sont séparés d'aucun des éléments détestables qui composent leur clientèle et qu'ils sont les premiers à mépriser. Dans ces conditions, si l'on rouvrait le Parlement, on verrait les vieux partis, qui menaient ce pays à sa perte, recommencer leurs disputes et reprendre leurs bavardages au point où le général Primo les a interrompus. Tout recommencerait comme avant. Le travail de vingt mois serait détruit : les meneurs communistes, exaspérés par leur séjour en prison, exciteraient plus que jamais aux attentats et aux grèves. Nous retomberions dans l'anarchie dont nous faisons depuis deux ans un vigoureux effort pour sortir ; voici deux chiffres éloquentes : il y a dans ce pays 5 à 6.000 politiciens, croyez-moi, il n'y en a pas davantage. Pour eux, le parlementarisme est un idéal tangible, péricule la Nation plutôt que les parlementaires ! En face, 20 millions d'Espagnols, complètement indifférents aux manœuvres politiques et qui ne réclament qu'une chose, la sécurité du travail et le respect de leurs biens. Pour plaire à 6.000 personnes, faut-il en sacrifier 20 millions ? Je vous laisse le soin de répondre¹. »

¹ Rendez-vous, Espagnols. Jérôme et Jean THARAUD. Chez Pion. Paris, 1925.

La chute de Primo de Rivera (mort depuis dans des circonstances étranges, à Paris) laissa une succession lourde de périls. Les anciens politiciens étaient hors de cause, puisque leur discrédit avait amené la dictature et celle-ci ayant finalement échoué, il fallait revenir aux garanties constitutionnelles ; chose grave, la transition devait se faire en pleine poussée révolutionnaire.

Le général Berenguer, adversaire de la dictature, fut choisi comme chef du gouvernement, mais il portait déjà sur ses épaules la responsabilité du désastre marocain d'Annual.

Chargé de liquider la dictature, de convoquer les Cortès et de maintenir l'ordre public jusqu'au rétablissement de la Constitution, il échoua lamentablement dans cette triple tâche et, pour le malheur de l'Espagne, il entraîna la monarchie dans son effondrement. Avec une stupéfiante atonie, il se borna à constater l'avance de la vague révolutionnaire, sans lui opposer la moindre résistance.

COMLOT RÉVOLUTIONNAIRE.

D'emblée, en effet, les forces de gauche, contenues par Primo de Rivera, déclenchent leur attaque. En décembre 1930, un complot maçonnique soulève l'armée à Jaca et à Quatro-Vientos. Réprimé sans peine, les chefs fuient à l'étranger, mais les capitaines F. Galan et Hernandez sont pris et fusillés.

A la suite de cet échec, le pacte de Saint-Sébastien unit en un front commun les partis révolutionnaires jusqu'alors dispersés et les lance à l'assaut du régime monarchiste. Une véritable avalanche de feuilles révolutionnaires, soutenues par de puissants fonds internationaux, déchaîne la haine, le mensonge et la calomnie contre le gouvernement et le régime.

Un invisible plan d'attaque maçonnique coordonne l'activité de ces multiples organes, et avec un dédain suicidaire de la propagande, Berenguer ne comprend pas qu'il y a là un problème vital d'ordre public, le journal étant l'évangile des masses populaires.

A son tour gagnée par la contagion, l'Université de Madrid devient républicaine, et son agitation révolutionnaire est regardée

d'un œil placide par Berenguer. Lénine, Trotsky et Karl Marx y sont exaltés comme les nouveaux rédempteurs de l'humanité. Ortega y Gasset, Perez de Ayala et le docteur Maranon lancent des manifestes contre le gouvernement, cependant que Unamuno attaque avec violence le roi d'Espagne, qui répond par une clémence bon enfant ; Maranon, Unamuno, les mêmes qui, aujourd'hui dégrisés, essayent trop tard de réparer les conséquences de leur illusionnisme.

La Ligue française des Droits de l'Homme appuie de toutes ses forces le mouvement et son président, le juif Victor Bash, vient à Madrid faire de bruyantes conférences.

Cependant, sous cette agitation qui secoue Madrid, la masse du pays est et reste monarchiste ; monarchiste mais passive, désunie, sans organisation ; dirigée par un gouvernement qui dispose de moyens dictatoriaux et ne fait rien qui pourrait déplaire à l'arrogance des révolutionnaires.

Le 7 février 1931, paraît le décret de convocation des Cortés. Cette mesure, qui aurait dû calmer les esprits en donnant satisfaction aux désirs des mécontents, soulève un redoublement d'agitation.

Le complot révolutionnaire veut à tout prix empêcher le retour de l'ordre et la nomination de Cortés monarchistes.

Désorienté, abandonné des uns et des autres, Berenguer offre au roi sa démission, le 15 février 1931. La révolution entre dans sa phase aiguë.

L'un des plus énergiques parmi les hommes de droite, La Cierva, tente au dernier moment de former un front unique des droites, pour s'opposer à l'avance de la révolution. Tout ce qu'il peut obtenir est un cabinet de concentration monarchiste, présidé par un a-politique, l'amiral Aznar, vieille baderne sympathique, qui n'était, certes, pas l'homme de la situation.

Sur ces entrefaites, la reine revient de Londres. A l'arrivée du train, une foule immense lui fait spontanément une ovation délirante. Sous les acclamations, le roi doit venir à plusieurs reprises saluer la foule au balcon du palais. Le vrai peuple d'Espagne, in-

différent aux sordides querelles politiciennes, s'exprimait ce jour-là dans son amour chevaleresque des souverains.

Les dirigeants révolutionnaires, un instant démontés, reprennent vite toute leur insolence devant l'insondable apathie du gouvernement Aznar, fidèle successeur de Berenguer.

Deux événements hâtent les choses : le procès des chefs républicains et l'émeute sanglante de San Carlos.

Les futurs chefs du gouvernement républicain, Alcalá Zamora, Largo Caballero, Fernando de Los Ríos, Casares Quiroga, etc., passent en conseil de guerre pour complicité dans les soulèvements de Jaca et de Quatro Vientos.

Ce procès, par faiblesse du gouvernement, tourne à la farce et à l'apothéose des inculpés, qui sont relâchés sous les acclamations.

Le 25 mars, une émeute sanglante dresse la Faculté de Médecine contre la police. Aucune sanction. Et c'est dans une atmosphère empoisonnée par une campagne de presse maçonnique ne reculant devant aucune violence, aucun mensonge, aucune calomnie, pour abattre le régime par un coup de main, que les élections municipales sont fixées pour toute l'Espagne au 12 avril 1931. Pour tranquilliser les timorés, les républicains de droite, comme Alcalá Zamora, vont ostensiblement à la messe, ce qui ne les empêchera pas, par la suite, de collaborer avec les gouvernements qui incendient les églises.

Devant le front commun des forces de gauche, la désunion et la confiance apathique des droites dans la justice de leur cause sont tragiques.

ÉLECTIONS MUNICIPALES D'AVRIL 1931.

Le 12 avril, les élections ont lieu dans le calme, et personne ne se doute que la monarchie est en train de vivre ses derniers instants.

Dans la nuit, le stupéfiant résultat des élections est connu. A Madrid, à Barcelone et dans plusieurs grandes villes, c'est le triomphe des adversaires de la monarchie.

Le gouvernement est atterré, et son défaitisme subit, succédant à un optimisme béat, détruit par avance toute tentative que le roi, avec son calme courage, pourrait tenter. Dans cette nuit lourde de possibilités et de dangers, chaque minute qui s'écoule est une occasion perdue, et personne dans le gouvernement Aznar ne tente un geste de résistance. Le général Berenguer envoie une circulaire aux chefs militaires disant : « Nous avons perdu les élections, il faut s'abandonner à la volonté nationale. »

Or, c'est faux. Les élections — purement municipales, ne l'oublions pas — n'ont pas été perdues. Républicaines à Madrid et dans quelques grands centres, elles témoignent dans tout le reste de l'Espagne d'une écrasante majorité monarchiste ; 22.000 monarchistes sont élus contre 5.000 républicains.

Le 13 avril, Aznar présente au roi la démission du gouvernement et prononce le mot d'abdication. Manifestement, le souverain, mal entouré et mal renseigné, ne s'est pas rendu compte de la gravité du péril et maintenant il est bien tard pour réagir.

Devant la faiblesse du gouvernement, le Comité révolutionnaire, stupéfait de sa victoire, bluffe et réclame à grands cris le départ du roi.

Ce dernier est abandonné de ses partisans ; seuls quelques monarchistes comme La Cierva, Bugallal et Calvo Sotelo se mettent sans réserve à sa disposition. Comment, disent-ils, le roi partir à cause d'élections municipales que l'on n'a même pas perdues ! En vain.

Des rumeurs circulent en rafale : le roi va partir. Certes, il pourrait faire appel à la force armée, quoique Sanjurjo, chef de la garde civile, soit hésitant, mais il ne veut pas rester au prix de sang espagnol et il a donné assez de preuves de courage pour que sa décision ne soit pas attribuée à la lâcheté.

ALPHONSE XIII QUITTE L'ESPAGNE.

Le sort en est jeté. Romanonès a une entrevue décisive avec Alcala Zamora chez le docteur Maranon. Zamora, au nom du Comité révolutionnaire, exige le départ immédiat du roi. Romanonès cède et décide ainsi, presque seul, la perte de la monarchie espagnole. La nouvelle éclate aussitôt en coup de foudre.

Le roi signe un manifeste :

Les élections qui ont eu lieu dimanche m'ont révélé clairement que je n'ai plus aujourd'hui l'amour de mon peuple...

Je pourrais trouver bien des moyens de maintenir mes prérogatives royales dans une résistance efficace contre ceux qui les combattent. Mais je veux m'écarter résolument de tout ce qui pourrait dresser un Espagnol contre un autre Espagnol dans une guerre civile fratricide.

Je ne renonce à aucun de mes droits, parce que s'il est vrai que ces droits m'appartiennent, ils constituent avant tout un dépôt accumulé par l'Histoire et parce que ce dépôt, dont j'ai la garde, elle m'en demandera un jour un compte rigoureux.

J'espère connaître l'impression exacte et authentique de la conscience collective, et pendant que la nation prend la parole je suspends délibérément l'exercice du Pouvoir royal et je m'éloigne d'Espagne en lui reconnaissant ainsi le droit d'être seule maîtresse de ses destinées. Maintenant aussi je crois remplir le devoir que me dicte mon amour de la Patrie. Je demande à Dieu que les autres Espagnols accomplissent et sentent ce devoir aussi profondément que moi.

Puis au cri de « Vive l'Espagne ! » il s'embarque dans la nuit à Carthagène sur le *Principe Alfonso*, qui appareille aussitôt pour Marseille.

VICTOIRE RÉPUBLICAINE.

VICTOIRE MAÇONNIQUE.

Pendant ce temps, le gouvernement provisoire prend le pouvoir sans résistance, dans le tumulte des manifestations, où la lie révolutionnaire hurle des insultes à la famille royale.

Par loyauté pour l'Espagne, le souverain a fait un geste fatal qui coûtera au pays beaucoup de larmes, de ruines et de sang.

Comment expliquer ce subit effondrement ? Si l'Espagne est monarchiste, pourquoi la révolution ? C'est qu'en dehors des fautes commises, il y a l'assaut international des forces secrètes de la révolution, au premier rang desquelles il faut placer la F. : -M. : .

La lutte a duré un demi-siècle. Dans l'ombre, les forces internationales de la F. : -M. : . ont lentement sapé le trône ; ses défenseurs n'ont vu qu'après sa chute d'où étaient partis les coups. Trop tard. Aujourd'hui la F. : -M. : . triomphe et la victoire républicaine est, en réalité, une victoire maçonnique. Six semaines avant la date fatidique d'avril, soit le 2 mars 1931, le *Figaro* publiait l'article suivant de F. Coty sous le titre : « Lendemain de dictature », article que je reproduis presque en entier à cause de son importance :

« Nous avons dit que les fautes commises par la dictature espagnole avaient finalement compromis les nombreux et importants résultats favorables qu'elle avait commencé par obtenir. Et nous avons énuméré quelques-unes de ces fautes. Mais la plus grave fut certainement son entrée en lutte, mal préparée et désordonnée, contre la Franc-Maçonnerie espagnole...

« Or, Primo de Rivera, qui sentait confusément la nocivité de l'œuvre des Loges, eut le tort d'attaquer la Maçonnerie espagnole, de l'inquiéter, de la brimer, mais de lui laisser finalement toutes facilités pour nuire...

« En 1928, en effet, constatant qu'il était combattu sourdement par cette secte, qui a, au delà des Pyrénées, un esprit révolutionnaire particulièrement accusé (se rappeler le F. : anarchiste Ferrer, qui fut le type même du maçon espagnol), il ordonna des perquisitions aux sièges du Grand Orient de Madrid et de la Grande Loge symbolique de Barcelone. Mesure logique, si elle avait été le début d'une offensive résolue. Mais il en alla autrement.

« De nombreuses paperasses maçonniques furent saisies et soumises à l'examen d'enquêteurs dont le dévouement à la Dictature était certain. Leur compétence, en cette matière spéciale, l'était malheureusement beaucoup moins, car ils furent promptement dérouterés par l'étrange argot qu'emploient les Loges, argot qui ne peut être compris, en dehors des francs-maçons eux-mêmes,

que par de rares spécialistes. L'enquête s'éternisa donc, pendant que les enquêteurs s'efforçaient de se reconnaître au milieu du dédale des grades maçonniques et de leur symbolisme. Le fonctionnement réel de la secte et son activité révolutionnaire leur échappèrent totalement.

« L'enquête contre la Franc-Maçonnerie, étant restée sans conclusion, ne diminua en rien la nocivité des Loges espagnoles. Mais celles-ci eurent désormais un prétexte pour faire appel à la solidarité maçonnique internationale, et elles ne se firent pas faute de le faire. Cette solidarité s'affirma promptement, comme toujours, en faveur des « frères persécutés ». En sorte que la Dictature, qui avait d'abord été accueillie assez favorablement à l'étranger, notamment en pays anglo-saxon, où l'on aime l'ordre matériel, vit se dresser contre elle, en un clin d'œil, la coalition de la presse et des influences maçonniques du monde entier.

« Des attaques systématiques contre Primo de Rivera furent la conséquence de cette levée de boucliers. Elles visèrent particulièrement le cours de la peseta, que le dictateur avait omis de stabiliser, parce qu'il espérait la ramener à sa valeur-or. Les mêmes forces politico-financières, qui s'attaquèrent si souvent au crédit français, jouèrent contre le crédit de l'Espagne, et n'eurent pas de peine à le compromettre. La peseta baissa de 33 %. On tenait, enfin, un grief sérieux contre le dictateur, un grief qui affectait les intérêts matériels de toute la population espagnole. Et l'on en tira contre lui un parti impitoyable.

« Nous avons signalé les autres erreurs commises par Primo de Rivera, erreurs dont l'ensemble devait entraîner sa chute. **Mais l'erreur commise en déclarant une guerre ouverte à la Franc-Maçonnerie espagnole, sans lui porter aucun coup sérieux, fut la plus grave de toutes.** Elle changea brusquement la situation internationale de la Dictature et provoqua contre elle une formidable coalition.

« Pendant ce temps, se sachant menacée, la Franc-Maçonnerie espagnole redoublait ses intrigues dans l'administration, l'armée et les milieux syndicalistes. Les choses en vinrent à un point de tension tel que le souverain lui-même demanda à celui qui l'avait fidèlement servi de pacifier une seconde fois le pays, mais cette fois par sa retraite.

« C'était compter sans les meneurs francs-maçons, qui, trouvant l'occasion favorable, restèrent sous les armes et continuèrent leur offensive, en se contentant d'en changer l'objectif. Au lieu de déclamer contre la Dictature, ils s'en

prire à la Monarchie ; au lieu de travailler au renversement de Primo de Rivera ils visèrent à détrôner le Roi — qu'ils affirmaient, quelques mois plus tôt, vouloir laisser en dehors du conflit. Leurs complices internationaux donnèrent, tout d'une voix, contre Alphonse XIII et travaillèrent à préparer les esprits en vue d'une révolution républicano-socialiste en Espagne. Le fausset de M. Léon Blum mettait dans le chœur sa note aiguë, et M. Jean Longuet, qui est un technicien en matière de conspirations, allait à Madrid, en avril 1930, donner ses derniers conseils aux conjurés.

« En juin, l'agitation violente commençait avec les grèves révolutionnaires de Malaga, Grenade et Cordoue. Un état d'esprit séditionnel faisait son apparition parmi les paysans d'Andalousie. Une campagne de meetings, provoquant à l'établissement d'une république socialiste, troublait profondément la population des grandes villes. Excitant les esprits, faisant la liaison entre les diverses oppositions au régime, amenant à collaborer monarchistes mécontents et républicains bourgeois, ouvriers syndicalistes et révolutionnaires déclarés, la Franc-Maçonnerie espagnole menait rondement l'assaut. Bientôt le sang coula dans des bagarres tragiques.

« Vinrent les séditions militaires d'Aragon et de l'aérodrome des Cuatro Vientos, à Madrid. Quelques défauts dans la préparation de l'insurrection firent échouer le mouvement d'ensemble, conçu pourtant selon les meilleures traditions maçonniques et carbonaristes. La Loge militaire de Jaca marcha trop tôt, et les FF. : capitaines Galan et Hernandez furent fusillés, après avoir causé la mort d'un grand nombre de défenseurs de l'ordre, mais avant d'avoir pu être secourus par les affiliés des autres garnisons.

*« Pour juger la part que la Franc-Maçonnerie espagnole a prise à ces événements et ce qu'elle attendait de leur succès, il suffit d'étudier la liste des membres du gouvernement provisoire que les conjurés de Jaca et ceux de l'aérodrome de Madrid étaient d'accord pour proclamer en cas de réussite. Président : M. **Alcala Zamora**¹. Membres : MM. **Indalecio Prieto**, **Miguel Maura**, **Alejandro Lerroux**, **Fernando de los Rios**, **Manuel Azana**, **Santiago Casarás**, **Alvaro de Albornoz**, **Largo Caballero**, **Martinez Barrio** et **Nicolau d'Oliver**. Tous les noms soulignés par nous, soit huit sur onze, sont ceux de francs-maçons militants. Comme l'a dit*

¹ Il y a là une erreur. Alcala Zamora est d'origine juive (Maranne) mais pas F. : - M. :

récemment, à propos du scandale Oustric, l'ancien chef de la police judiciaire française, M. Benoist : Ces messieurs s'étaient rencontrés dans les « Loges... »

« Les trois personnalités non maçonniques jointes à l'équipe fournie par la Franc-Maçonnerie espagnole avaient seulement pour but d'établir le contact entre les conjurés et les mécontents de droite (Miguel Maura), le monde maritime (Santiago Casaras) et l'élément catalaniste (Nicolau d' Olver). »

« Après cette tentative révolutionnaire, parée de justesse, après l'acceptation par Alphonse XIII, visiblement débordé, du principe de la révision constitutionnelle, l'effort des assaillants va maintenant porter autour de celle-ci, dont on espère bien tirer ce que les séditions militaires n'ont pu encore donner. La ténacité maçonnique se reconnaît dans la constance de l'effort tenté contre un régime auquel l'Espagne est redevable d'un demi-siècle de paix sociale et de prospérité. »

Article véritablement prophétique, comme la suite des événements ne devait pas tarder à le prouver, car le gouvernement républicain socialiste espagnol a été constitué et dirigé par les hommes que nous venons de nommer.

Au 14 avril, le gouvernement est formé, rigoureusement conforme au programme. Sauf Alcala Zamora, qui est d'origine juive, et quelques rares comparses, tous ses membres sont francs-maçons : M. Azana, Largo Caballero, Indalecio Prieto, Marcelino Domingo, Alejandro Lerroux, Martinez Barrios, etc., et dans le mystère des loges, la franc-maçonnerie pousse un cri de triomphe :

« La nouvelle République — écrit un de ses bulletins secrets — est l'image parfaite, modelée par des mains attentives, de nos doctrines et de nos principes. Il n'est pas possible de réaliser une révolution politique plus parfaitement maçonnique que la révolution espagnole. »

LA FRANC-MAÇONNERIE AU POUVOIR.

Triomphatrice de la révolution de 1931, la F.:-M.:. se glorifie du rôle qu'elle a joué dans le mouvement et de la place que ses adeptes occupent dans l'actuel gouvernement.

Voici quelques extraits d'une revue maçonnique argentine. *La Cadena de Union*, très bien informée des affaires d'Espagne. J'en reproduis les passages les plus typiques, car les mêmes idées y sont répétées sous différentes formes :

« **Nous avons rencontré la Monarchie comme une barrière sur le chemin historique du pays et nous avons su l'écarter... Mais la Monarchie n'est pas le seul obstacle...**

« **...Maintenant il s'agit de déraciner ce moyen âge, qui possède deux filons très robustes : la Monarchie et le Vatican¹.**

« *A mesure que la jeune République espagnole affermit sa solidité politique tant interne qu'externe on peut observer clairement qu'avec l'écroulement de la Monarchie, institution périmée qui ne cadre plus avec les idées libérales du siècle où nous vivons, est également en passe de disparaître pour toujours en Espagne le pouvoir pernicieux du cléricalisme catholique romain, qui, durant si longtemps, a soutenu dans la vie politique de la péninsule ibérique l'intermittente chaîne de discordes violentes, de perfidies casuistiques et d'arguties trompeuses qui remplissent de leurs scandales retentissants la plus grande partie de l'histoire...*

« *... Bientôt sera convoquée l'assemblée constituante pour proclamer la transformation de la forme du gouvernement espagnol et sera décrétée la séparation de l'Église et de l'État pour priver ainsi le cléricalisme espagnol des innombrables privilèges dont il jouit...*

« *Le gouvernement républicain espagnol pense implanter aussi l'instruction laïque dans les écoles et la complète liberté de conscience, mettant le catholicisme à égalité de condition avec les autres religions...².*

« *La Monarchie espagnole n'a pu se soutenir que parce qu'elle avait dans le cléricalisme un fidèle allié qui entretenait l'ignorance du peuple³ sa superstition et son fanatisme.*

¹ Cadena de Union, juillet 1931, article de Arturo LABRIOLA.

² Noter que ceci est écrit en mai 1931 et en Argentine, c'est-à-dire à quinze jours de courrier d'Espagne. Il s'agit donc d'un plan prémédité de longue date.

³ Noter que l'éducation primaire et secondaire en Espagne a été fondée et dirigée par des établissements religieux. C'est une curieuse façon d'entretenir l'ignorance.

« Rompre et annuler maintenant le pouvoir et l'influence pernicieuse de ce même cléricalisme sera la plus grande et la plus belle œuvre de la jeune république, et si cette fin sublime est atteinte, les républicains espagnols auront rendu un immense service non seulement à leur pays, mais à l'humanité entière, qui devra leur être toujours reconnaissante de cette conquête émancipatrice¹ !

« La Russie soviétique a fait voir à la face du monde qu'il n'y a aucun sacrilège à transformer une église en salle de spectacle ou en temple maçonnique².

« Le triomphe du libéralisme républicain en Espagne, dans un des derniers bastions du cléricalisme jésuitique, marque un grand pas en avant dans la poursuite de l'idéal démocratique et libre-penseur ; il doit servir d'avertissement à tous ceux qui ne veulent pas ou qui ne peuvent pas comprendre que le progrès spirituel de l'humanité ne peut plus tolérer davantage le règne de l'oppression des idées de même qu'il ne peut plus supporter le fanatisme religieux, la plus grande et la plus terrible des plaies humaines...

« Il faut espérer maintenant que le travail restaurateur et émancipateur des républicains espagnols se consolidera définitivement et qu'ainsi le catholicisme inquisitorial, cause de toute corruption en Espagne, qui tuait la liberté de pensée, qui profanait le secret des consciences, qui annihilait les libertés civiques, disparaîtra pour toujours, et avec lui toute oppression morale et spirituelle, ouvrant ainsi la route à l'émancipation des vieux atavismes et à la liberté de pensée pour le bien-être moral et matériel du peuple espagnol, qui, après un si long temps de souffrance et d'oppression, mérite un sort meilleur.

« Les temps ont changé. Les dictatures et l'obscurantisme clérical sont frappés à mort par le progrès. La République espagnole en est le témoignage³.

« Louange aux insignes artisans de l'évolution rédemptrice !!! Louange à nos frères maçons qui, au delà du large Atlantique, ont réussi à l'avant-garde de l'opinion publique mondiale à poser les bases de la grande œuvre que doit accomplir l'Espagne nouvelle, antithèse de celle qui vient de disparaître : une ère heureuse de paix, de progrès et de respect⁴. »

¹ Cadena de Union, mais 1931, article de Teodoro de SZIGETHY.

² Cadena de Union, juillet 1931, article de Martin LUCCHINI.

³ Cadena de Union, avril 1931, article de T. de SZIGETHY.

⁴ Cadena de Union, avril 1931, article de Manuel GUALDI.

Dans la joie du succès, certaines divulgations furent faites triomphalement dans la presse profane sympathisante. *El liberal* publiait à ce sujet un article reproduit dans le *Boletín oficial del grand oriente español* (n° 61, 10 décembre 1931), article dont voici un court extrait :

« Cependant une grande partie de l'opinion s'effraye de la Maçonnerie et des journaux se signent. L'un d'eux donne une liste des politiciens francs-maçons. En premier lieu il y a Lerroux. Le suivent Fernando de Los Rios et Marcelino Domingo. La liste est brillante. Elle comprend presque tous les hommes qui ont quelque chose à faire ou à dire en Espagne... »

« Les meilleurs, ici comme partout, s'ils ne sont pas maçons, méritent de l'être. »

« C'est comme maçon que le ministre de l'Instruction publique a parlé au Maroc ; comme maçon que nous dirige le gouvernement ; comme maçon que Lerroux a mené l'État. Après une monarchie jésuitique, il est naturel qu'agisse, en tant que libératrice, une République maçonnique... (le catholicisme avait) été sur le point de convertir l'Espagne en une vaste caverne troglodyte. »

« Aujourd'hui les maçons gouvernent et il était grand temps. »

La Maçonnerie s'inquiète de cette publicité maladroite, car, nous le savons, elle préfère travailler dans l'ombre, et le bulletin du G. :. O. :., que nous venons de citer, écrit :

« Les affirmations de nos amis désintéressés peuvent causer à la Maçonnerie plus de tort que toutes les attaques réunies de ses adversaires. »

« Il ne faut pas dire dans les colonnes d'organes importants de la presse profane que, en fait, la Maçonnerie gouverne. Cela n'est pas sûr. La Maçonnerie abrite dans son sein des hommes politiques dont la personnalité émerge dans la vie publique, et il est possible que ses principes aient influé sur la formation intérieure de ces personnalités, mais la Maçonnerie, en tant que collectivité, n'intervient pas dans les luttes politiques... »

« C'est bien clair. La Maçonnerie ne gouverne pas le pays. Le gouvernement des hommes, dont quelques-uns peuvent ajouter à leurs mérites l'honneur d'appartenir à l'institution la plus belle, la plus libre, la plus noble et sainte, qu'est l'auguste Ordre maçonnique. »

C'est entendu, la Maçonnerie ne gouverne pas, mais tous les hommes qui gouvernent sont francs-maçons. Cela rappelle la fameuse distinction entre le gouvernement soviétique et la III^e Internationale.

Il ne faut pas, a dit le F. : Lantoine dans un passage que nous avons cité¹, que la M. : prenne part ouvertement aux luttes politiques, de la sorte un échec ne pourrait atteindre l'ordre, adroitement retranché dans son rôle secret.

Enfin, à l'époque, l'hebdomadaire bolchevisant Vu publiait sur l'Espagne un article significatif de l'écrivain connu P. Dominique, dont j'extrais le passage suivant concernant la révolution espagnole :

« Ici nous retrouvons la Franc-Maçonnerie. La foule réagit contre une domination spirituelle qui pesa sur elle durant des siècles, mais fut-elle dirigée, l'est-elle encore dans sa réaction ? On a beaucoup parlé de la Maçonnerie et notamment à propos de l'affaire Ferrer. On a dit que toute l'opposition de l'époque était franc-maçonne et, à l'heure actuelle, il semble que cinq membres au moins du ministère : MM. Largo Caballero, Indalecio Prieto, Marcelino Domingo, Alexandre Lerroux et Fernando de los Rios soient francs-maçons (il doit y en avoir d'autres). C'est là évidemment le signe de l'action d'une contre-église. Mais on ne voit pas comment bâtir l'État autrement, et les seuls qui nous paraissent logiques sont, d'une part, Philippe II et ses successeurs ou encore les députés basco-navarrais, qui invoquent « Le Christ Roi », et, d'autre part, les antireligieux avoués, qui dressent une philosophie contre une autre, une Église contre l'Église. Les fondements de tout État qui vise à l'universalité et à la pérennité — car dans tout État, dans toute communauté humaine, il y a un empire qui parfois s'ignore, ou, mieux, l'Empire tout court — reposent sur le spirituel.

« Hier il s'agissait de respecter la religion considérée comme le centre, l'âme de l'État — de la catholique Espagne — aujourd'hui il s'agit de créer à l'État neuf, qui n'est encore que corporellement bâti, une âme nouvelle. Le serment à la République — il faut comprendre à ses lois et à son esprit — est du même ordre ; ce n'est, au fond, qu'un engagement religieux.

¹ Voir L. DE PONCINS, *La F. : -M. : d'après ses documents secrets*. Édition Beauchesne. Paris, 1936.

« ...L'Espagne, au contraire de nous, fut jadis profondément théocratique. Cela permet de penser que dans un sens contraire au catholicisme, elle pourrait le redevenir. M. Azana, aujourd'hui président du Conseil, s'écria, paraît-il, quand furent votés les articles constitutionnels relatifs aux rapports de l'Église et de l'État : « Enfin, l'Espagne n'est plus catholique. »

« Et cela, sans doute, signifiait dans la pensée du futur président : « Enfin, le catholicisme n'est plus religion d'État. »

« Mais si l'Espagne avait besoin d'une religion ou d'une philosophie d'État ? Les Soviets en fournissent une à leur peuple. Si donc l'Espagne en avait besoin, quelle religion, quelle philosophie — et pour laquelle on devrait mourir — M. Azana donnerait-il à son pays¹ ? »

La révolution espagnole illustre une fois de plus ce fait qu'une minorité bien organisée peut profiter d'une période de troubles pour réussir un coup d'État. Il a suffi, en effet, que quelques meneurs francs-maçons qui occupaient des postes de commande se soient concertés en loge et aient combiné une action simultanée pour déclencher la révolution et imposer un gouvernement maçonnique à un pays catholique et monarchiste, mais dont la population se désintéresse des luttes politiques.

Une fois qu'on détient le pouvoir, il est facile de représenter le mouvement comme étant l'expression de la volonté populaire, et il n'y a plus qu'à tenir le coup assez longtemps pour modifier effectivement l'opinion des masses dans le sens voulu. On y arrive généralement par différents moyens dont l'école et la presse sont les deux principaux, et il faut reconnaître que dans ce domaine la F.:-M.: est d'une suprême habileté.

A titre documentaire, voici une liste des principaux dirigeants républicains francs-maçons :

LISTE DES DIRIGEANTS RÉPUBLICAINS F.:-M.:

Alexandre LERROUX .:, *ministre d'État.*

Fernando de LOS RIOS .:, *ministre de la Justice.*

Marcelino DOMINGO .:, *ministre de l'Instruction publique.*

¹ P. DOMINIQUE, Vu, 30 décembre 1931.

Alvaro de ALBORNOZ.:, *ministre des Travaux publics.*

Diego Martinez BARRIOS.:, *ministre des Communications.*

José GIRAL.:, *ministre de la Marine.*

Gerardo Abad CONDE.:, *sous-secrétaire d'État aux Communica-
tions.*

Rodolfo LLOPIS.:, *directeur général de l'Enseignement primaire.*

Mateo Hernandez BARROSO.:, *directeur général des Postes et Télé-
graphes.*

José SALMERON.:, *directeur général des Travaux publics.*

Antonio Perez TORREBLANCA.:, *directeur général de l'Agriculture.*

Ramon Franco BOHAMONDE.:, *ex-directeur général de
l'Aéronautique.*

Augusto BARCIA.:, *délégué du gouvernement au Conseil supérieur
bancaire.*

Eduardo Ortega y GASSET.:, *premier gouverneur civil de Madrid.*

Emilio PALOMO.:, *second gouverneur civil de Madrid.*

Rafael Salazar ALONSO.:, *président de la députation provinciale de
Madrid.*

Pedro RICO.:, *alcade de Madrid.*

Francisco MACIA.:, *président de la Généralité de Catalogne.*

Général Lopez OCHOA.:, *capitaine général de Barcelone.*

Jaime AGERADE.:, *alcade de Barcelone.*

Carlos Espla RIZO.:, *second gouverneur de Barcelone.*

Luis Jimenez ASUA.:, *président de la Commission constitutionnelle.*

Demofilo de BUEN.:, *conseiller d'État.*

Signalons, en outre, que Alcala Zamora, M. Maura et Fernan-
do de Los Rios sont d'origine juive, faisant partie de ces Marranes
convertis avec plus ou moins de sincérité à différentes périodes
de l'histoire d'Espagne.

Fidèle à ses origines maçonniques, la République, que l'on
croyait conservatrice et catholique, allait jeter le masque et se ré-
véler de plus en plus sectaire et socialisante.

PERSÉCUTION RELIGIEUSE.

Sous couvert de laïcisme, la persécution religieuse commence sans retard. Les biens de la famille royale sont confisqués par décret. On dissout illégalement les conseils municipaux lorsqu'ils sont royalistes. La presse, qui aspire à conserver une certaine indépendance d'idées, est suspendue. On exproprie l'aristocratie et on emprisonne ses membres quand ils ne collaborent pas sans réserve à l'affermissement de la République. Le gouvernement prêche la révolution sociale et la propriété agricole en est la première victime. Grèves continuelles, émeutes, assauts aux propriétés rurales, anarchie générale, morts et blessés : tel est le panorama quotidien de la nouvelle Espagne.

Dès le début de mai les églises flambent sous l'œil indifférent de la police.

Le travail est méthodiquement accompli. Les autels sont ravaagés et brisés en morceaux. Les bénitiers éclatés, les statues de bois brûlées, le chœur mis à nu. Les couvents sont dévastés, les bibliothèques pillées et violées.

Méthodiquement la destruction est ordonnée dans toutes les villes. Le 11 mai, une douzaine de couvents et écoles, dont l'Université des arts et métiers, flambent à Madrid. Autant brûlent à Alicante. A Malaga, devant la troupe et la police qui ne font rien, le couvent des Jésuites, celui des Augustins et le palais épiscopal sont brûlés en plein jour. A Cadix, les couvents de San Domingo, des Jésuites, de Saint-François et du carmel sont incendiés. A Burgos, les couvents sont pillés. A Grenade, à Cordoue, à Séville, on brûle les églises. A Malaga, des cadavres de religieuses sont déterrés et profanés. Le cardinal Segura doit fuir l'Espagne pour éviter un assassinat certain.

Dans ses livres si documentés sur la révolution espagnole, Mauricio Karl reproduit des télégrammes officiels de police mon-

trant que celle-ci est restée inactive par ordre. Les coupables ne sont pas même inquiétés¹.

DÉSORDRES ET GRÈVES.

En dehors de son zèle antireligieux, l'activité du gouvernement est nulle. Rien n'est fait pour l'amélioration économique du pays et le relèvement des ouvriers.

Les désordres se généralisent. Les grèves et l'anarchie s'installent ; un peu partout il y a des morts et des blessés, notamment : le 15 mai, à Atarfe. Le 27, à Pasajes. Le 21 juin, à Huataco.

Les désordres prennent une forme particulièrement violente à Séville. Pendant dix jours l'anarchie est maîtresse. La grève générale est déclarée le 20 juillet, on est obligé de détruire un des centres syndicalistes avec de l'artillerie. La liste des victimes : 30 morts et 200 blessés, semble à l'époque énorme. Elle devait être maintes fois dépassée par la suite.

Nous ne citons ici que quelques-uns des désordres les plus frappants, la liste complète en remplirait trop de pages.

Après douze mois de régime républicain-socialiste, le bilan s'établit ainsi :

300 morts, 2.125 blessés, 3.800 grèves. On ne compte pas les expropriations, les suspensions de journaux et emprisonnements de gens de droite.

Naturellement, la vie économique s'en ressent et la peseta tombe ; elle ne cessera dès lors de baisser régulièrement jusqu'à la guerre civile de 1936.

¹ Mauricio Karl : « El Enemigo », « Asesinos de Espana », « El Comunismo ». Ces ouvrages édités à Madrid sont difficiles à trouver aujourd'hui.

de vue qu'en politique. La devise Liberté, Égalité, Fraternité oblige autant socialement que politiquement.

Notre idéal de Liberté, d'Égalité, de Fraternité ne peut tolérer que l'homme soit exploité par l'homme, que certains vivent dans l'opulence et l'oisiveté pendant que d'autres sont dans la misère et soumis à un dur travail. C'est le problème qui, aujourd'hui, dresse une moitié du monde contre l'autre. La Maçonnerie ne peut s'en désintéresser, si elle veut subsister et continuer à travailler à la construction du temple idéal. **La Maçonnerie doit formuler une déclaration de principes condamnant l'injustice du régime économique dans lequel nous vivons**, et de même qu'elle a lutté pour la conquête des libertés politiques, elle devra lutter pour l'établissement d'un régime de véritable justice sociale. Cette lutte devra être menée avec une large et haute spiritualité qui domine l'esprit de parti.

Troisième point de l'ordre du jour :

Les délégués du G. C. F. S. dans la réunion du Comité exécutif de l'A. M. I.¹, les FF.:. Plaza et Joanique lisent un long rapport résumant toutes les résolutions prises dans ladite réunion, rapport qui sera publié en temps opportun.

Quatrième point de l'ordre du jour :

Cette assemblée extraordinaire décide que la prochaine réunion ordinaire se tiendra en octobre prochain.

¹ A. M. I. Association maçonnique internationale.

TABLE DES MATIÈRES

FAILLITE DE LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE.	3
COMLOT RÉVOLUTIONNAIRE.....	4
ÉLECTIONS MUNICIPALES D'AVRIL 1931.	6
ALPHONSE XIII QUITTE L'ESPAGNE.....	8
LA FRANC-MAÇONNERIE AU POUVOIR.	12
PERSÉCUTION RELIGIEUSE.....	19
DÉSORDRES ET GRÈVES.	20
ÉLECTIONS RURALES ET NOUVELLE CONSTITUTION.....	21
PROCÈS D'ALPHONSE XIII ET ÉLECTION D'ALCALA ZAMORA A LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE (19 novembre 1931).....	23
CASTILBLANCO.	25
MAINMISE DE LA F. : -M. : SUR LE GOUVERNEMENT DE MADRID.	26
LE SOULÈVEMENT DU GÉNÉRAL SANJURJO.	28
CASAS VIEJAS.	28
RÉORGANISATION DES PARTIS DE DROITE.	29
LES ÉLECTIONS DE 1933.	31
GIL ROBLES.	31
RÉVOLUTION DES ASTURIES, OCTOBRE 1934.	32
BILAN DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1934.	35
1935, ANNÉE D'INSTABILITÉ PARLEMENTAIRE ET DE PRÉPARATION RÉVOLUTIONNAIRE.....	36
LA PÉNÉTRATION COMMUNISTE.....	38
UNE TRAGIQUE PROPHÉTIE.....	43
FÉVRIER 1936 : VICTOIRE ÉLECTORALE DU FRONT POPULAIRE.	45
CHAOS ET TERRORISME.	47
UN DISCOURS HISTORIQUE DE CALVO SOTELO.	50
ASSASSINAT DE CALVO SOTELO.....	55

LA GUERRE CIVILE.....	55
1936.....	57
1937.....	58
TRAITÉ SECRET D'ALLIANCE ENTRE LARGO CABALLERO ET ROSENBERG.....	61
LA FARCE DE LA NON-INTERVENTION.....	62
LE GÉNÉRAL FRANCO ACCUSE LA F.-. M-.....	67
LE Portugal RENFORCE LA LOI CONTRE LA F. : -M. :.....	71
LA FRANC-MAÇONNERIE AFFIRME SA POSITION.....	72
CONCLUSION.....	74
GUERRE D'ESPAGNE : GUERRE INTERNATIONALE SUR UN CHAMP DE BATAILLE NATIONAL.....	74
SITUATION GÉNÉRALE EN ESPAGNE APRÈS UN AN DE GUERRE.....	75
APPENDICE I	79
DISCOURS DE CALVO SOTELO la séance des Cortès du 15 avril 1936	79
SEANCE NOCTURNE.....	103
APPENDICE II	107
MOSCOU EN Espagne (Documents officiels du gouvernement portugais)	107
APPENDICE III	120
LETTRE COLLECTIVE DES ÉVÊQUES ESPAGNOLS à ceux du monde entier à propos de la Guerre en Espagne	120
1. - RAISON DE CE DOCUMENT.....	120
2. — NATURE DE CETTE LETTRE.....	122
3. — NOTRE POSITION DEVANT LA GUERRE.....	122
4. — LES CINQ ANNÉES QUI ONT PRÉCÉDÉ LA GUERRE.....	125
5. — LE SOULÈVEMENT MILITAIRE ET LA RÉVOLUTION COMMUNISTE.....	129
6. — CARACTÈRES DE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE.....	133
7. — LE MOUVEMENT NATIONAL : SES CARACTÈRES.....	138
8. — RÉPONSE A QUELQUES REMARQUES.....	140
9. — CONCLUSION.....	145
APPENDICE IV	149
LES ORIGINES DE LA GUERRE CIVILE ET LA PSEUDO- LÉGALITE DU GOUVERNEMENT DE MADRID.....	149
LES ORIGINES DE LA GUERRE CIVILE.....	149

TABLE DES MATIÈRES

195

La guerre civile installée en Espagne par le Frente popular.	152
APPENDICE V	154
SÉANCE DES CORTES DU 15 FÉVRIER 1935 Interpellation de M. Cano Lopez sur le danger des infiltrations maçonniques dans l'armée.....	154
APPENDICE VI	184
COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU GRAND ORIENT ESPAGNOL (tenue à Madrid, le 20 février 1932 et jours suivants).....	184